

MOLARD CLUB

REFLEXIONS SUR LA QUESTION BI

Avertissement : La critique que je formule ne prend pas pour cible les personnes qui relationnent indifféremment avec des individus de différents genres. Heureu.x.ses celles et ceux qui vivent sans se soucier de ce qu'on exige d'elles ou d'eux ! Ma critique concerne une certaine mouvance récente qui se revendique militante et qui s'est égarée dans les méandres de l'identitarisme contemporain. Je souhaiterais revenir aux fondamentaux, c'est-à-dire à la réalité matérielle, économique et sociale. Je vais parler de celles et ceux qui se voient transformés en étendards de revendications qui ne correspondent pas nécessairement à leur réalité. Je leur propose un contre-discours, à rebours de la pensée unidimensionnelle et plate de celles et ceux que j'appellerai « militants FABuleu.x.ses pour la reconnaissance de l'oppression spécifique et exceptionnelle des personnes bisexuelles », désormais MFPLRDLOSEEDPB (que j'abrègerai sous le signe MB).

Malgré la clarté de cette remarque préliminaire, je vois déjà venir les torrents de polémiques autour de cet article qui j'en suis sûre fera date et constituera une prise de position incontournable sur cette question. A vous, accusateur.ices hâti.f.ves de biphobie à mon égard, dépassez vos préjugés et osez vous engouffrer dans la tempête critique avec moi. Osez défier le tabou suprême et vous confronter à la mauvaise foi d'une argumentation qui, à mon sens a trop longtemps dominé les discussions sur la question suivante : les personnes bi.e.s sont-elles victimes d'une oppression spécifique ? Ce que les MB dénoncent de manière étonnamment consensuelle sous le terme de « biphobie » est-il une oppression ? Peut-on revendiquer une reconnaissance comme on cherche péniblement à réorienter les projecteurs vers soi, ou comme on tire la couverture quand on se sent égoïstement lésé car privé de je ne sais quel privilège d'être opprimé, alors pourtant qu'on jouit déjà de moult couches de protections réconfortantes et protectrices ?



La question dépasse à mon sens les polémiques intra et extra-communautaires sur la question. C'est une question d'intérêt public qui teste notre capacité à voir la différence entre un caprice collectif et le combat pour la justice.

C'est aussi un défi : à quel point sommes nous capables d'exister socialement sans chercher une spécificité, une exceptionnalité à revendiquer ? A quel point sommes-nous capables de faire preuve de solidarité et de nous effacer derrière une cause collective qui dépasse nos intérêts individuellement insignifiants ? Cette polémique qui a récemment secoué le monde intellectuel et militant a pour vertu de nous obliger à trancher des questions cruciales qui engagent le sens de la communauté. Il faut mettre fin aux interminables polémiques, relever le niveau du débat, de toute urgence. Telle est la prétention de mon intervention.

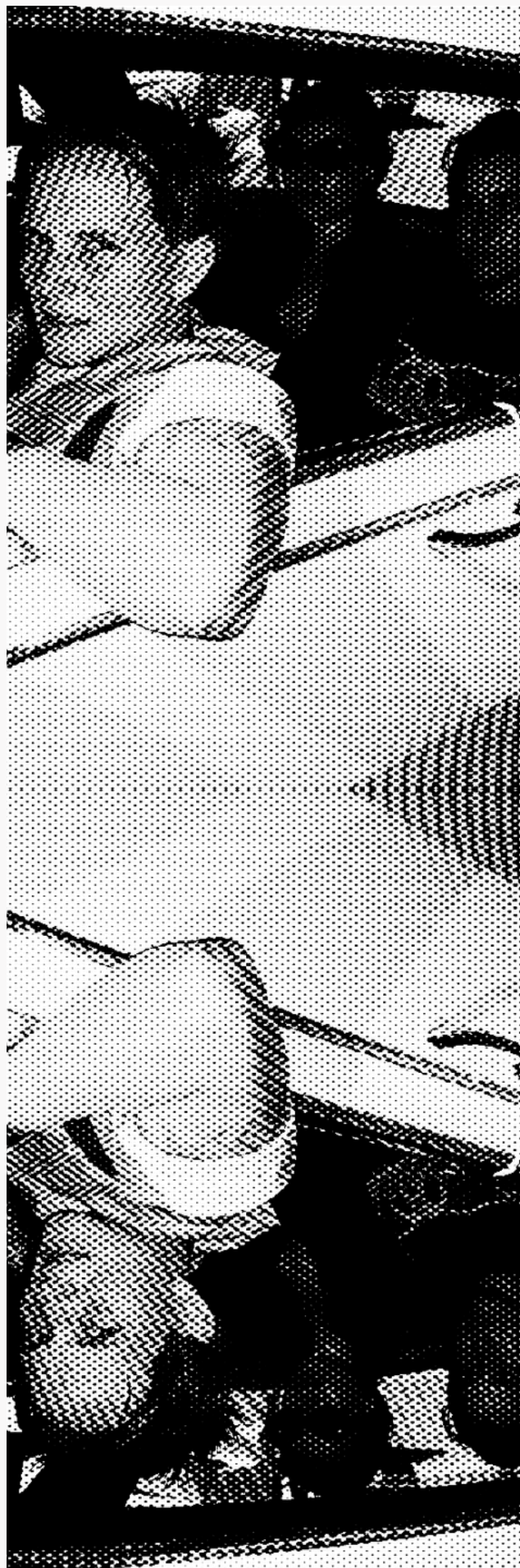
Une première clarification s'impose ainsi : le manque d'éducation, de délicatesse et d'inclusion de la communauté LGBT et de ses lieux ne constitue pas une oppression. Il nous faut faire la part des choses entre l'opposition légitime à la diffusion de stéréotypes vaseux et rétrogrades dans notre communauté (« les bi.e.s trompent », « les bi.e.s sautent sur tout ce qui bouge », « iels ne savent pas ce qu'iels veulent » et autres lieux communs) et la lutte politique pour la reconnaissance d'une oppression. Être l'objet de quelques stéréotypes n'est pas une oppression. Subir un manque collectif d'éducation de notre communauté n'est pas une oppression. Peut-être nous faut-il alors revenir à la définition de l'oppression. Dans son ouvrage de 1983 la philosophe américaine Marilyn Frye écrit à propos de l'oppression qu'il s'agit d'un « mot dangereux, dangereusement à la mode et mis en danger ». Elle propose ensuite une définition de l'oppression qui met l'accent sur sa dimension structurelle : « L'expérience vécue des personnes opprimées est que la vie est confinée et façonnée par des forces et des obstacles, non pas accidentels et occasionnels - on pourrait alors les éviter- mais systématiquement liés entre eux, de sorte qu'on est coincé et qu'ils restreignent ou empêchent tout mouvement.¹ » Elle compare ainsi l'oppression à une cage, dans laquelle le groupe et non l'individu est enfermé. Elle souligne l'importance de réussir à embrasser du regard tous les barreaux de la cage, image des « forces et obstacles [...] systématiquement liés entre eux ». Nous pouvons nous interroger sur la pertinence des discours qui s'évertuent à démontrer l'existence d'une oppression spécifiquement tournée contre les personnes bisexuelles. Sont-iels enfermés dans une cage qui affecte chacun des aspects de leur vie, les maintient dans une situation où iels n'ont pas autant d'opportunités sociales, économiques, professionnelles, affectives que les autres ? Sont-iels

traités de manière différenciée parce que bisexuels ? Il me semble plutôt que certes, les bisexuels peuvent rencontrer des forces et obstacles antagonistes, mais que ces derniers n'ont rien de systématique, qu'ils sont plutôt accidentels et occasionnels, en fonction du milieu dans lequel iels se trouvent, de la bienveillance du regard qui les entoure. Un regard malveillant, un manque de compréhension du vécu d'un individu n'a rien de systématique. Les bi.e.s subissent de l'homophobie, comme toute autre personne dont l'orientation sexuelle ne correspond pas à la norme hétérosexuelle, lorsqu'iels relationnent avec des personnes de même genre ou d'expression de genre que la norme hétérosexuelle ne tolère pas. Rappelons ensuite que tout processus d'oppression se double d'une naturalisation du groupe opprimé. Elle n'existe pas sans cet appareil idéologique qui justifie par l'argument d'une « nature différente » du groupe, l'oppression qui est exercée sur lui. Les personnes opprimées sont réduites à une essence, à un ensemble de caractéristiques physiques, psychologiques et comportementales qui en font un inférieur, de telle sorte que cela autorise les violences à leur encontre, ainsi qu'une privation partielle ou totale de leurs droits politiques et/ou sociaux. Les personnes bisexuelles sont-iels dans une telle situation parce que bisexuelles ?

Mon deuxième point concernera la place des personnes bisexuelles dans la communauté LGBT, puisqu'il me semble que c'est essentiellement sur ce point que se concentrent les tensions et les invectives intempestives sur les réseaux sociaux que nous avons eu le plaisir de lire ces dernières semaines. Il me semble que c'est sur ce point que se cristallise le militantisme sur ces réseaux, parfois accompagné de publications papier qui visent à dénoncer la « biphobie ». Comme je l'ai dit plus haut, les discours stéréotypés sur les choix de relation des personnes bies sont intolérables, infondés et minent la confiance dans la communauté dont certaines personnes bies ont besoin pour se construire et se sentir libres d'explorer leur sexualité. Notre communauté a tendance à rejeter les personnes bisexuelles. C'est une tendance, pas un rejet systématique. Le plus litigieux concerne les lieux communautaires et en non-mixité. Il m'est déjà arrivé d'être agacée en voyant une meuf et son mec en soirée lesbienne, ne comprenant pas tout à fait ce qu'ils font là. Peut-être que cette jeune femme était bisexuelle, sans doute. Cet agacement fait-il de moi une personne biphobe ? Ou traduit-il le désarroi face auquel nous nous trouvons parfois lorsque certains font passer

leurs envies, leurs désirs personnels (et la liberté avec laquelle ils peuvent les vivre sans se poser de question) avant la protection dont notre communauté a besoin ? C'est un fait, lorsqu'un homme manifestement hétérosexuel s'introduit dans nos espaces, nous pouvons nous sentir en danger, ne plus nous sentir aussi libres qu'avant. Ce ne peut être une question d'anatomie, de sexe de la personne qui se trouve en face de moi. C'est une question du caractère résistant de l'oppression. Nous ne pouvons pas nous percevoir les uns les autres comme si l'espace social n'était pas structuré inégalement tel qu'il l'est, comme si le fait que cet homme soit accompagné de sa copine constituait une caution d'acceptabilité dans un lieu dans lequel il n'a manifestement pas été invité. L'utopie queer d'un jour avoir la possibilité de relationner les uns avec les autres sans égard pour le genre de chacun, une fois les genres, les oppressions relatives à ce dernier et à la sexualité abolis, ne peut faire oublier la « réalité politique du désir » « organisé socialement, traversé par le patriarcat, le racisme, la misogynie, la transmisogynie, le validisme et surtout les rapports de pouvoir », comme l'exprime parfaitement Claude-Emmanuelle², dans une vidéo publiée sur Instagram le 16 mai dernier, dans laquelle elle rappelle l'importance d'entendre les récits de bisexualité des personnes trans pour lesquelles la découverte de la bisexualité est souvent d'abord vécue dans la violence et qui n'ont pas la chance, comme d'autres plus privilégiés socialement, de la vivre comme une « émancipation joyeuse ». C'est un des travers du militantisme sur les réseaux sociaux : par la facilité avec laquelle nous pouvons émettre une opinion dans ces espaces numériques, nous oublions parfois de peser le poids de notre message, de nous interroger préalablement sur sa potentielle réception, ses potentiels effets, y compris dans la monopolisation de la parole au détriment du discours d'autres membres de notre communauté qui auraient avec une toute autre urgence, besoin de son soutien.

Donc, les discours qui cherchent à visibiliser les ressentis des personnes bies, tout comme toute prise de parole au nom de la communauté et LGBT et au nom d'un de ses groupes ne peut faire abstraction de la « réalité politique du désir » dont parle Claude-Emmanuelle et qui fait référence à la structuration de l'espace social par des rapports de pouvoir à concevoir en termes matérialistes (selon les conditions matérielles d'existence) et non seulement en termes de perceptions subjectives de chacun. Faire communauté, cela requiert de ne pas être de mauvaise foi, ce sans quoi aucun rapport de confiance mutuelle ne peut être construit dans un groupe.



Pour cela il faut savoir reconnaître ses privilèges, savoir s'effacer quand il est nécessaire, savoir défendre ses intérêts spécifiques sans forger en face de soi une figure d'ennemi intérieur. Les bisuel.le.s ont leur place pleine et entière dans notre communauté. En revanche, s'invectiver violemment de l'intérieur de notre communauté, s'accuser les uns les autres et rejeter la communauté, vouloir en faire sécession au prétexte que le groupe auquel on appartient vit quelque chose que le reste de la communauté est en incapacité absolue de comprendre est une aberration totale. Toute cette affaire met en jeu les manières de gérer les dissensus au sein de notre communauté.

Le fait que les discussions aient principalement lieu sur les réseaux sociaux limite notre capacité collective à faire preuve de nuance et à chercher « à se retrouver plutôt qu'à se distinguer », comme l'écrit l'autrice et militante Juliette Rousseau dans le dernier numéro de la revue *Socialter*³. Elle rappelle qu'« en ligne, le débat d'idée épouse les logiques de la compétition marchande, appelant à une personnifica-



tion des thématiques politiques et à une mise en concurrence des individualités. Incidemment, l'influence numérique remplace la formation politique, elle remplace l'organisation collective et produit l'illusion d'une mobilisation pourtant réduite à des gestes les plus souvent individuels, dématérialisés et auxquels il manque cruellement les moyens de la nuance et du lien ». Tous les moyens ne se valent pas et ne sont pas également efficaces et pertinents pour ouvrir et mener des discussions intracommunautaires, d'autant plus si l'objectif est de « se focaliser davantage sur ce qui distingue les groupes que sur ce qui pourrait nourrir un front commun »⁴.

Cette remarque me mène au dernier point : celui qui concerne la construction d'une identité propre de groupe au sein de la communauté LGBT. Dans le recueil *Bi.es* fraîchement sorti chez Points, on peut lire dans l'introduction : les « bi.es n'ont pas d'insulte à se ré-approprier. Si au commencement des vies queer est l'injure, même ce premier pilier des identités nous est refusé ». Il s'agit d'une référence à la célèbre formule de Didier Eribon « Au commencement il y a l'injure » dans ses *Réflexions sur la question gay*. Lorsque je parlais plus haut de l'importance de réfléchir en amont aux effets sur d'autres membres de la communauté que peuvent avoir nos paroles, nos prises de positions, j'avais en tête cette phrase, qui lorsque je l'ai lue m'a fait comme l'effet d'un choc. S'agit-il d'une simple maladresse, d'une indécence ou d'une véritable ignorance ? Désirer la violence homophobe, la peur au ventre dans la rue du simple fait d'être identifiable comme gouine ou comme pédé, la honte de devoir repousser la main de son amant.e dans la rue, ça ne fait pas sens. Ou alors c'est une requête d'une indécence folle et d'un mépris souverain pour le vécu de ceux et celles qui ont connu la violence dans leur chair. Être épargné, au moins partiellement de cette violence, ne pas avoir d'insulte à se ré-approprier, c'est avoir la possibilité de se construire et découvrir sa sexualité plus librement, avec un poids en moins sur la poitrine, c'est une chance. Cela ne réduit certes pas la difficulté des questionnements intérieurs et de la pédagogie à faire auprès de ceux qui ne comprennent pas.

Enfin, contre celles et ceux des MB qui accusent les pédés et les gouines de tous les maux, et qui attisent la haine au sein de notre communauté au lieu de chercher à créer des liens de solidarité, je reprendrai ces quelques mots d'Amandine Gay dans

le chapitre « Il n'y a pas de chaise » qu'elle a rédigé dans *Bi.es* : « Désormais, je ne cherche plus la force du nombre, à savoir le Nous face aux Autres. Je me sens protégée par ma bisexualité, cette identité hybride aux contours flous : nous affirmer comme bisexuel.les nous prémunit de devenir un « Nous » qui classe et domine, tout en nous installant de façon permanente en tant que menace pour le régime politique de l'hétérosexualité ». Elle nous invite ainsi à penser l'identité non comme une assise, un espace délimité qui exclut et sépare, mais comme un pont, un lien entre différentes appartenances et comme une ouverture sur les autres. La politique de l'identité fait de l'identité un fétiche enfermant et non un lieu d'où nous partons pour mieux rejoindre les autres. Ce que nous sommes, nos interrogations, nos doutes, nos blessures ne peuvent pas être des prétextes de repli individualiste sur nous-même, mais des brèches dans lesquelles les histoires des autres viennent s'immiscer et résonner en nous. Sans cela, nous nous condamnons à des crépages de chignon interminables, au lieu de véritables discussions incarnées où chacun y met du sien pour écouter l'autre et accepte de se remettre en question. Sans cela, nous nous condamnons à ne jamais pouvoir nous comprendre et faire front ensemble contre toute forme de violence.

— KARLA POPPERS



1 Marilyn Frye, « Oppression », *The Politics of reality : essays in feminist theory*, Freedom, CA, The Crossing Press, 1983, p. 1-16. Traduit par Mickaëlle Provost in Manon Garcia (dir), *Philosophie féministe. Patriarcat, savoirs, justice*, 2021, Paris, Vrin

2 Claude-Emmanuelle Gajan-Maull est une femme trans mannequin, DJ, militante et bien plus que ça.

3 Juliette Rousseau, « Nos relations sont les bases d'une puissance politique partagée » in « Être à gauche, dans les luttes. Peut-on être d'accord sans se haïr ? » *Socialter*, n°75 d'avril-mai 2026

4 Elsa Deck Marsault dans l'entretien qu'elle donne au même numéro de *Socialter*.



Karla Poppers , « Réflexions sur la question bi ». *Molard Club*,
Mai 2026. [en ligne : [https://molardclub.fr/publications/
publications.html](https://molardclub.fr/publications/publications.html)]

Propriété Molard Club